

CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU 25 JUIN 2014

2/3 – ADOPTION D'UNE STRATEGIE TERRITORIALE DE SECURITE ET DE PREVENTION DE LA DELINQUANCE (STSPD) POUR LA PERIODE 2014-2016

Différents dispositifs partenariaux (gouvernance, contractualisation...) ayant pour finalité la lutte contre l'insécurité et la prévention de la délinquance à l'échelle des territoires communaux ou intercommunaux ont été initiés par l'Etat et réajustés progressivement :

- création des Conseils Communaux de Prévention de la Délinquance (CCPD) en 1983 puis des Conseils Locaux de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD) en 2002, présidés par le Maire,

- Contrats Locaux de Sécurité (CLS) à partir de 1997.

Dans ce contexte, la ville de Mons en Barœul a établi un Contrat Local de Sécurité (CLS) en août 2000, puis mis en place un Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD) en 2003. Cette instance s'est depuis réunie régulièrement afin, sur la base des diagnostics actualisés des situations, de définir les grandes orientations en matière de politique de prévention et de sécurité. Ce conseil est présidé par Monsieur le Maire, animateur et coordonnateur d'une large chaîne d'acteurs et de partenaires : bailleurs sociaux, Police Nationale, représentants de quartiers, travailleurs sociaux, Education Nationale, Conseil Général, société en charge des transports en commun sur le territoire Métropolitain, services relevant du Ministère de la Justice...

La loi du 5 mars 2007 relative à la prévention de la délinquance, et celle du 14 mars 2011 loi d'Orientation et de Programmation pour la Performance de la Sécurité Intérieure (LOPPSI) ont à nouveau modifié le cadre législatif, le Maire étant plus que jamais placé au centre du dispositif de prévention de la délinquance, en le consacrant comme un véritable animateur et coordonnateur d'une large chaîne d'acteurs (des bailleurs sociaux à la Police Nationale et la justice, en passant par les représentants de quartiers, les travailleurs sociaux, l'Education Nationale, le Conseil Général, la société en charge des transports en commun sur la Métropole et les services du Ministère de la Justice).

En fixant la doctrine actuelle en matière de prévention de la délinquance, ce nouveau cadre législatif a également introduit la notion de Stratégie Territoriale de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (STSPD), destinée à se substituer progressivement aux CLS. L'élaboration de ces stratégies repose sur une démarche de coproduction, de concertation et la recherche de partenariats avec l'ensemble des acteurs de la prévention de la délinquance et de la sécurité du territoire, dans un cadre souple reposant sur :

- des objectifs opérationnels,
- des programmes d'action précis, exprimés sous forme de fiches actions, avec des responsables identifiés,
- une méthodologie et des outils d'évaluation.

La mobilisation de l'ensemble des acteurs ainsi créée, autour d'enjeux partagés et dans le respect des compétences et prérogatives de chacun, est essentielle à l'opérationnalité de la STSPD, à son exhaustivité et à son caractère global.

Dans cet esprit, la Ville s'est engagée au printemps 2013 dans une démarche d'élaboration d'une Stratégie Territoriale de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (STSPD). Ses objectifs ont été exposés lors du CLSPD du 20 mars 2013, en présence de Monsieur le Procureur de la République. La Ville a fait appel à un cabinet conseil pour la préparation de ce document.

Le résultat de ce travail partenarial, mené pendant plusieurs mois, alimenté en particulier par un grand nombre de rencontres avec l'ensemble des partenaires au cours des réunions mensuelles de la cellule de veille a fait l'objet de la rédaction d'un document qui figure en annexe de la présente délibération.

En conséquence, il est proposé au conseil municipal :

- d'adopter la Stratégie Territoriale de Sécurité et de Prévention de la Délinquance pour la période 2014-2016, et de la substituer au Contrat Local de Sécurité de 2000,
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention de mise en œuvre.

Cette délibération est adoptée avec 31 voix pour ; 3 conseillers municipaux ayant voté contre : M. GARCIA, Mme LAVALLEZ et M. TONDEUX.